Nations Unies DP/DCP/UGA/6

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

Distr. générale
26 juin 2025
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2025
25-28 août, New York
Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Programmes de pays et questions connexes

Descriptif de programme de pays pour l'Ouganda (2026-2030)

Table des matières

Page

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2

II. Priorités du programme et partenariats 5

III. Administration du programme et gestion des risques 9

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme 10

Annexe

A. Cadre de résultats et d'allocation des ressources 12

25-10515 (F) 090725 220725

Merci de recycler

I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. L'Ouganda, qui compte 45,9 millions d'habitants[1], fait partie des pays les moins avancés sans littoral. Au cours des dernières décennies, le pays a réalisé des progrès notables dans la transformation de son développement. Le Rapport sur le développement humain (RDH) 2025 indique que l'indice de développement humain y est passé de 0,342 en 1990 à 0,582 en 2023. Sur la même période, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 20,7 ans, le nombre d'années de scolarisation attendues s'est accru de 5,8 ans et le revenu national brut par habitant a crû de 158 %. L'Ouganda a également enregistré des avancées en ce qui concerne l'égalité des chances pour toutes et tous et l'autonomisation des femmes et des filles, comme en témoigne la baisse de l'indice d'inégalité de genre, qui est passé de 0,621 en 2000 à 0,524 en 2023.

2. En 2024, l'Ouganda a rempli pour la première fois les critères de sortie de la catégorie des pays les moins avancés s'agissant des indices du capital humain et de vulnérabilité économique et environnementale[2]. Selon les projections, la croissance économique du pays devrait s'établir entre 6 % et 7 % par an à moyen terme[3] et celui-ci devrait donc atteindre le seuil de revenu requis pour le prochain examen triennal en 2027. Après une période de transition de trois ans, l'Ouganda devrait donc quitter la catégorie des pays les moins avancés d'ici à décembre 2030, une étape clé dans son développement. Les autorités prépareront et mettront en œuvre une stratégie pour sortir en douceur de la catégorie, en collaboration avec leurs partenaires commerciaux et leurs partenaires de développement afin d'atténuer les effets négatifs potentiels de la suppression progressive des mesures de soutien international.

3. Ces réalisations ont été rendues possible par : i) une paix et une sécurité durables ; ii) la stabilité macroéconomique ; iii) des conditions météorologiques favorables ; iv) des investissements dans le secteur pétrolier ; v) les avancées dans l'application du modèle de développement paroissial (MDP)[4]. Malgré tout, l'analyse commune de pays des Nations Unies de 2024 révèle que l'Ouganda reste un pays à faible revenu, confronté à des lacunes considérables dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour accélérer l'évolution, le Gouvernement ougandais a élaboré récemment son quatrième plan de développement national (PDN-IV) pour 2025/26-2029/30.

4. Pour appuyer la mise en œuvre du PND-IV, de la Vision-2040, du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, le PNUD a collaboré avec d'autres entités des Nations Unies, sous la direction du Coordonnateur résident des Nations Unies (CRNU), pour évaluer l'actuel Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et préparer l'analyse commune de pays. Ces initiatives ont été prises en compte dans l'élaboration du Plan-cadre de coopération pour 2026-2030, qui compte trois priorités stratégiques, à savoir : 1) un développement humain porteur de transformation et inclusif ; 2) des écosystèmes durables et un développement climato-intelligent ; 3) une gouvernance intégrée, inclusive et fondée sur les droits pour un développement transformateur. Ce programme de pays s'inspire directement de l'analyse commune de pays et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour

[1] Bureau de statistique de l'Ouganda (UBOS), recensement national de la population et des logements.

[2] https://www.un.org/development/desa/dpad/least-developed-country-category-uganda.html (en anglais)

[3] FMI Ouganda- rapport du personnel relatif aux consultations de 2024 au titre de l'article IV (en anglais).

[4] Le MDP est une stratégie de terrain pour la prestation de services au niveau des paroisses.

le développement durable. Le PNUD s'appuiera sur son mandat, sa capacité institutionnelle et son positionnement stratégique pour contribuer aux trois domaines prioritaires.

5. Le programme de pays est conçu pour exploiter pleinement le potentiel des perspectives de développement majeures. Premièrement, l'Ouganda est bien placé pour bénéficier d'un dividende démographique : selon le recensement national de la population et des logements de 2024, 72,3 % de la population est âgée de 30 ans et moins, et 51,4 % sont des femmes. Pour tirer parti de cet avantage, des investissements soutenus sont nécessaires dans l'éducation, le développement des compétences et la création d'emplois. Deuxièmement, l'environnement politique favorable et la mise en œuvre effective du MDP sont prometteurs pour la transformation rurale. Troisièmement, les technologies émergentes (telles que l'innovation numérique, la robotique et l'intelligence artificielle) offrent des possibilités pour accélérer la réalisation des ODD. Quatrièmement, la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) pourrait stimuler les exportations et favoriser la transformation socioéconomique. Cinquièmement, les divers écosystèmes naturels de l'Ouganda recèlent un potentiel important pour le développement durable. Enfin, l'Ouganda tirera parti de ses activités dans le domaine de la coopération régionale pour remédier aux problèmes transfrontaliers et exploiter les ressources partagées. Il s'agit notamment : i) de ses initiatives de paix ; ii) de son rôle dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; iii) de l'accueil des réfugiés ; iv) du fait qu'il accueille le secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil.

6. En collaboration avec l'ensemble du système des Nations Unies et ses partenaires[5] et en s'appuyant sur le volontariat, le PNUD est bien placé pour aider l'Ouganda à saisir ces opportunités tout en s'attaquant aux problèmes de développement persistants suivants.

7. **Premièrement, la lenteur de la transformation structurelle** : la part de l'agriculture dans le produit intérieur brut (PIB) est passée de 53 % en 1990 à 24 % en 2024, mais sept Ougandais sur 10 continuent de pratiquer une agriculture de subsistance. La transition limitée de la main-d'œuvre vers d'autres secteurs est un facteur important de chômage et de sous-emploi. Le chômage des jeunes était de 16,1 % en 2022 et concernait de manière disproportionnée les jeunes femmes (18,7 % contre 13,4 % pour les jeunes hommes)[6]. Le taux de jeunes sans emploi, éducation ou formation était de 50,9 % en 2024 ; il était plus élevé chez les femmes (57,5 %) que chez les hommes (42,7 %)[7]. Bien que l'Ouganda ait la réputation d'être un pays très entrepreneurial, 90 % des petites et moyennes entreprises ne survivent pas au-delà de la première année d'activité. Le pays est dans le bas du classement concernant l'Indice mondial de l'innovation 2024 (121e sur 133 économies), ce qui reflète des problèmes dans son écosystème d'innovation. Les problèmes persistants en matière de santé, notamment un taux de prévalence du VIH de 5,1 % en 2023[8], les fréquentes épidémies de maladies telles que l'Ebola et la variole simienne (mpox), et les coupes dans le financement des donateurs restent préoccupants. Les inégalités structurelles entre les femmes et les hommes et les fortes disparités régionales (on peut citer, par exemple, le taux de pauvreté multidimensionnelle, qui est de 85 % à Karamoja contre 0,4 % à Kampala) nécessitent des interventions ciblées par zones.

[5] Ces partenaires comprennent notamment : les autorités, les donateurs bilatéraux, les institutions financières internationales, les organisations de la société civile, le secteur privé, etc.

[6] Gouvernement ougandais, Stratégie nationale pour l'emploi 2023-2028.

[7] UBOS, Recensement de la population et des logements 2024.

[8] Commission ougandaise de lutte contre le SIDA. Fiche d'information sur le VIH/SIDA 2024.

8. **Deuxièmement, l'utilisation non durable des ressources naturelles et la grande vulnérabilité au changement climatique** : il est indiqué dans le PND-IV que la couverture forestière est passée de 24 % en 1990 à 13,3 % en 2022, et la couverture des zones humides de 15,6 % en 1994 à 13 % en 2022. Si des progrès ont été accomplis récemment en ce qui concerne la restauration et la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'énergie moderne, le rythme de ceux-ci reste insuffisant. Ainsi, le PND-IV indique que le taux d'accès à l'électricité est passé de 24 % (2017-2018) à 58 % (2023-2024), la couverture des zones humides de 8,9 % (2017-2018) à 9,3 % (2022-2023) et la couverture forestière de 10,7 % (2010-2011) à 13,3 % (2021-2022). Néanmoins, les progrès dans tous ces domaines restent lents du fait de l'application et du respect insuffisants des lois et réglementations environnementales, du manque de ressources financières pour pleinement appliquer un mode de gestion innovant des écosystèmes naturels et des initiatives novatrices pour l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. L'Ouganda compte parmi les pays les plus vulnérables aux changements climatiques et à ses impacts, mais il reste peu préparé à affronter cette menace. Selon l'indice 2023 de l'initiative mondiale d'adaptation de l'université de Notre-Dame, l'Ouganda occupe une bonne place (14e) en termes de vulnérabilité, mais reste à la traîne (163e) en ce qui concerne la préparation à la lutte contre les changements climatiques.

9. **Troisièmement, les difficultés persistantes dans l'application d'un mode de gouvernance porteur de transformation et l'exécution des plans de développement nationaux** : si l'Ouganda a réalisé des progrès en matière de gouvernance démocratique, notamment en adoptant la démocratie multipartite et la décentralisation, des lacunes subsistent en ce qui concerne la responsabilité effective, la transparence et la participation. Le pays se classe 26e sur 54 pays africains au regard des indicateurs de gouvernance, avec un score de 49,1 % (au-dessus de la moyenne de l'Afrique de l'Est, qui est de 46,8, mais en dessous de la moyenne continentale, qui est de 49,3)[9]. Des problèmes demeurent dans l'administration publique, l'administration de la justice et la prestation de services, ainsi que dans la protection contre la violence, en particulier pour les femmes et les enfants. Actuellement, plus de 1,7 million d'affaires sont en attente dans le système judiciaire, dont 43 000 sont classées comme en souffrance[10]. En outre, bien qu'il y ait eu quelques avancées positives sur le front des droits humains, la situation générale reste compliquée en Ouganda. L'Ouganda accueille aujourd'hui 1,8 million de réfugiés, ce qui est louable, mais des lacunes persistent dans le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix. Bien que le passage à une planification basée sur les programmes dans le cadre du PND-III ait amélioré l'application du principe de responsabilité, la coordination et le financement de la mise en œuvre restent des défis majeurs.

10. Le PNUD apporte des avantages comparatifs qui complètent l'action du Gouvernement, du système des Nations Unies et des partenaires de développement. Premièrement, sa proposition de valeur est fondée sur son mandat en tant qu'organe de développement de premier plan, qui propose des solutions de développement intégrées et personnalisées, pour répondre à des défis complexes et interconnectés. Deuxièmement, le PNUD a démontré sa capacité à mobiliser un large éventail de parties prenantes dans tous les secteurs et à tous les niveaux. Troisièmement, il s'appuie sur son réseau mondial pour les politiques pour fournir des conseils techniques et politiques de haute qualité adaptés aux priorités nationales. Quatrièmement, le PNUD s'appuie sur les résultats et les enseignements tirés du

[9] Indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique : https://iiag.online/fr/locations/ug.html.
[10] https://www.kfm.co.ug/gbv-fuels-ugandas-escalating-case-backlog

programme de pays actuel, en tirant parti de sa présence étendue sur le terrain et de ses relations de confiance de longue date avec les acteurs nationaux et locaux.

11. Le PNUD continuera à tirer parti de sa mission de coordination en soutenant le système des CRNU redynamisé, l'équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement pour faire avancer le Programme 2030. Cela comprendra notamment des solutions intégrées en matière de politique et de programmation, le financement des ODD, les données et l'analyse liées aux ODD, et la promotion des connaissances et de l'innovation.

12. Le programme de pays suivra une pensée systémique et une approche par portefeuille pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes de développement et favoriser un changement durable et systémique. Cela permettra d'accroître l'échelle et l'impact de l'action dans un contexte de développement complexe et évolutif. Le PNUD contribuera à une réponse intégrée des Nations Unies en collaborant avec les entités des Nations Unies et les partenaires du développement, notamment dans le cadre de programmes conjoints, d'une planification intégrée et de rapports axés sur les résultats. Sur la base des enseignements et des conclusions présentés dans l'évaluation indépendante du programme de pays de 2025 et d'autres examens pertinents, les initiatives conjointes fructueuses seront pérennisées et élargies dans ce cycle de programmation. Il s'agit notamment de programmes conjoints sur la transposition des ODD au niveau national, les données et les statistiques, les adolescents et les jeunes, et l'Initiative Spotlight 2.0.

13. Le programme de pays appliquera les principales recommandations de l'évaluation indépendante du programme de pays en donnant la priorité aux interventions stratégiques susceptibles d'avoir un impact à grande échelle et en renforçant la capacité des administrations locales à réaliser les ODD. Le PNUD appuiera la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable en contribuant à trois de ses six domaines de réalisations, à savoir :

Réalisation 2 : *D'ici à 2030, les personnes en Ouganda, en particulier celles qui risquent d'être laissées pour compte, bénéficieront d'un emploi décent tenant compte de la dimension de genre, de moyens de subsistance résilients et d'une augmentation des revenus des ménages.*

Réalisation 4 : *D'ici à 2030, les ressources naturelles et l'environnement de l'Ouganda sont plus durables, les populations et les communautés sont résilientes face aux changements climatiques et bénéficient d'une croissance verte inclusive et tenant compte des questions de genre.*

Réalisation 5 : *D'ici à 2030, les populations, en particulier celles qui risquent d'être laissées pour compte, bénéficient d'une gouvernance transformatrice qui favorise l'égalité de genres, un accès équitable à la justice et défend les droits humains, la paix durable et le développement.*

II. Priorités du programme et partenariats

14. Le programme de pays, élaboré conjointement dans le cadre de consultations avec les partenaires nationaux, repose sur la Théorie du changement du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et est aligné sur le PND-IV, le Plan stratégique du PNUD 2022-2025 et d'autres cadres pertinents. Il prévoit que si l'Ouganda tire parti de sa jeunesse, accroît la valeur ajoutée de ses ressources naturelles, met à profit la ZLECAf, opère sa transition numérique, renforce les systèmes de gouvernance et la décentralisation des services publics grâce à un appui coordonné et à des partenariats stratégiques, alors les jeunes, les femmes et

les personnes qui risquent d'être laissés pour compte[11] acquerront des compétences utiles, accéderont à des emplois décents et participeront de manière significative aux processus de prise de décision. Ces résultats renforceront la résilience face aux chocs socioéconomiques et climatiques, contribuant à l'augmentation des revenus des ménages, à la monétisation complète de l'économie et à un accès complet aux services financiers, ouvrant ainsi la voie à une transformation vers le développement durable d'ici 2030. Une collaboration étroite avec les entités des Nations Unies, les partenaires du développement et les parties prenantes nationales, y compris les organisations de la société civile (OSC), les groupes de volontaires, le secteur privé, les médias et le milieu universitaire, sera essentielle à la réussite du projet.

15. Parmi les hypothèses et facteurs de réussite principaux, on peut citer : un engagement politique soutenu, des réformes juridiques et réglementaires, la stabilité et la sécurité régionales, ainsi qu'un financement prévisible. Dans ce contexte, le chemin d'impact consiste en une innovation verte et une croissance menée par le secteur privé, moteurs d'une transformation économique résiliente et durable. Cette démarche sera complétée par des initiatives visant à faire progresser la durabilité environnementale et le programme d'action pour le climat. Il est indispensable de mettre en place une gouvernance efficace qui favorise la transparence et la responsabilité pour appuyer ces efforts. La transformation sociale par l'engagement civique, l'accès équitable aux services et le renforcement de la cohésion sociale contribueront à la stabilité régionale, créant une boucle de rétroaction entre les progrès socioéconomiques et environnementaux qui aboutira à des communautés plus résilientes.

16. Le programme de pays s'appuiera sur des partenariats solides avec les organismes des Nations Unies, les Volontaires des Nations Unies (VNU), les partenaires bilatéraux, les institutions financières internationales (IFI), les institutions multilatérales de financement environnemental, les secteurs public et privé, les fondations, le milieu universitaire, les OSC et la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST). Ces partenariats seront guidés stratégiquement par un plan de partenariat et de communication spécifique (PCAP pour 2026-2030).

17. Le programme de pays suivra la stratégie du PNUD en matière de genre 2022-2025 pour promouvoir l'égalité des chances pour toutes et tous, y compris les jeunes, les femmes, les travailleurs et travailleuses migrants et les réfugiés, entre autres. Il contribuera aux six solutions types et fera progresser les engagements de l'initiative Moonshot du PNUD en utilisant l'innovation, la transformation numérique et le financement du développement.

18. En s'appuyant sur le rôle d'intégrateur du PNUD au sein du système des Nations Unies, les fonctions suivantes seront assurées dans le cadre du programme de pays : i) prestation de services consultatifs et facilitation du transfert de connaissances ; ii) aide au développement de données nationales et d'écosystèmes de contrôle de l'exécution et d'évaluation ; iii) négociation de partenariats public-privé ; iv) conduite de programmes conjoints des Nations Unies ; v) appui opérationnel à l'équipe de pays des Nations Unies, notamment par l'intermédiaire des services d'appui et locaux communs.

19. La réalisation du Plan-cadre de coopération sera appuyée par trois portefeuilles stratégiques interdépendants et se renforçant mutuellement, comme indiqué ci-dessous.

[11] Rapport 2024 : Ouganda, ne laisser personne de côté : https://sdgs.opm.go.ug.

Portefeuille 1 – Favoriser une croissance porteuse de transformation et l'innovation

20. Le PND-IV met à l'honneur une croissance porteuse de transformation et l'innovation dans le cadre de ses programmes : i) industries extractives durables ; ii) développement du secteur privé ; iii) industrie manufacturière ; iv) développement du capital humain ; v) transformation numérique ; vi) innovation, développement et transfert de technologies. Conformément à ces priorités, le PNUD encouragera les partenariats public-privé, exploitera les technologies numériques et développera des solutions innovantes pour relever les défis du développement. Le PNUD favorisera l'autonomisation des jeunes et des femmes, y compris ceux qui risquent d'être laissés pour compte, renforcera le développement économique local et aidera l'Ouganda à participer efficacement à la ZLECAf afin de débloquer de nouvelles opportunités de marché, d'accélérer la création d'emplois et de stimuler la croissance économique. Cela passera notamment par : soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), y compris celles du secteur informel, renforcer les compétences entrepreneuriales, faire progresser le développement des compétences, promouvoir la commercialisation des innovations et tirer parti de la ZLECAf pour diversifier les marchés d'exportation, stimuler la production à valeur ajoutée et positionner l'Ouganda en tant que plaque tournante du commerce et du transit. Le PNUD aidera au renforcement des institutions et à la mise en œuvre de politiques d'investissement et de résilience qui favorisent un développement continu après la sortie de la catégorie des pays les moins avancés, tout en renforçant la capacité du pays à bénéficier du commerce intrarégional dans le cadre de la CAE, de l'IGAD, du COMESA et de la Zone de libre-échange continental africaine. Le PNUD contribuera également au renforcement des systèmes institutionnels dans des domaines prioritaires tels que le MDP et le secteur extractif, à l'intégration de la résilience sanitaire et de la prévention du VIH dans le PND-IV et au soutien du développement de mécanismes de financement de la santé.

Portefeuille 2 – Améliorer la gestion durable des ressources naturelles, de l'environnement et du développement résilient face aux changements climatiques

21. Le PND-IV donne la priorité aux programmes concernant i) les ressources naturelles, l'environnement, les changements climatiques, les terres et la gestion de l'eau ; ii) l'agro-industrialisation ; iii) le développement de l'énergie durable afin de promouvoir une transition verte. Conformément à ces priorités et à la contribution actualisée déterminée au niveau national[12], le PNUD et ses partenaires suivront les voies suivantes : favoriser un développement résilient aux changements climatiques en aidant le gouvernement à mettre en œuvre les engagements mondiaux et nationaux en matière d'environnement ; promouvoir des solutions innovantes pour la conservation et la restauration ; mobiliser des ressources provenant de mécanismes de financement verts et de financements de l'action climatique. Les dispositions institutionnelles et de gouvernance pour une action climatique efficace seront renforcées. Cette action consistera notamment à améliorer la résilience et la productivité des écosystèmes naturels en promouvant la conservation et la restauration des terres, de l'eau, des forêts et des zones humides, tout en encourageant les pratiques de production durables et en réduisant les pertes après récolte. Une attention particulière sera accordée à la participation significative des femmes et des jeunes. Afin de positionner les femmes et les jeunes en tant que moteurs du changement, le PNUD fournira une formation ciblée, sensibilisera et élargira l'accès aux financements pour les solutions climatiques basées sur la nature. Le PNUD soutiendra également la transition vers les énergies renouvelables en promouvant des solutions évolutives dans le secteur de l'énergie. En outre, il renforcera les systèmes

[12] https://ndcpartnership.org/country/uga

d'alerte précoce afin d'améliorer la détection des risques, de renforcer l'analyse des données et d'élaborer des plans solides de préparation et de réponse aux situations d'urgence afin de construire une société résiliente.

Portefeuille 3 – Promouvoir une gouvernance, un environnement politique et des partenariats porteurs de transformation

22. Le PND-IV donne la priorité à l'établissement d'une gouvernance porteuse de transformation au moyen de six programmes : i) transformation du secteur public ; ii) gouvernance et sécurité ; iii) administration de la justice ; iv) législation et contrôle ; v) mise en œuvre du plan de développement ; vi) développement régional. Conformément à ces priorités, le PNUD travaillera avec les acteurs étatiques et non étatiques pour avancer dans les directions suivantes : renforcer les systèmes de gouvernance et de justice en améliorant les capacités institutionnelles et humaines aux niveaux national et infranational, y compris les institutions démocratiques et législatives ; promouvoir une prestation de services efficace et axée sur les personnes ; favoriser la transformation numérique dans la gouvernance ; donner plus de moyens aux agents du changement ; intégrer des mesures de lutte contre la corruption dans l'ensemble des programmes ; améliorer l'accès à la justice grâce à des mécanismes novateurs tels que les modes alternatifs de règlement des litiges. Adoptant une approche fondée sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, le PNUD travaillera avec le gouvernement et les partenaires des Nations Unies pour développer les services de développement et les moyens de subsistance pour les personnes réfugiées et les communautés d'accueil, promouvoir la cohésion sociale et appuyer les structures transfrontalières de consolidation de la paix. L'égalité des chances pour toutes et tous sera traitée comme une priorité et favorisée par diverses initiatives dans les domaines du commerce, de l'emploi, de la numérisation, de la résilience aux changements climatiques et de l'élimination de la violence, tout en s'attaquant aux normes et pratiques sociales sous-jacentes. Le PNUD contribuera également à l'intégration et à l'accélération des progrès sur les ODD en aidant le gouvernement à mettre en œuvre des plans, politiques et stratégies de développement national cohérents qui tiennent compte des droits humains, mobilisera des financements et mettra l'accent sur une gestion saine des finances publiques et fournira des conseils stratégiques fondés sur des données probantes. La production et l'utilisation de données en temps réel et le système de contrôle de l'exécution et d'évaluation seront renforcés afin d'améliorer la prise de décision et la responsabilité.

23. Outre les trois portefeuilles thématiques, le programme de pays prévoit également l'élaboration et la mise en place de deux portefeuilles supplémentaires : i) *Genre et développement*, qui vise à garantir que les initiatives de développement répondent aux besoins spécifiques des femmes et des hommes à tous les stades du processus de développement ; ii) *Jeunesse et développement*, conçu pour permettre aux jeunes de participer de manière significative à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des interventions de développement.

24. Le programme de pays applique une approche intégrée qui amplifie et maintient l'impact, en reliant la conception, la mise en œuvre, l'évaluation et l'apprentissage entre les interventions. La promotion d'une fabrication durable, d'une agriculture intelligente face au climat et des énergies renouvelables contribuera au progrès économique, à la gestion de l'environnement et au progrès social. La croissance porteuse de transformation, la durabilité environnementale et la bonne gouvernance devraient permettre de réduire la pauvreté multidimensionnelle. Les interventions en matière de gouvernance permettront d'améliorer la prestation de services, de réduire l'exclusion, d'améliorer la santé des écosystèmes et d'élargir les possibilités pour les communautés confrontées aux risques les plus importants. L'innovation, la gouvernance et la résilience aux changements climatiques sont des aspects du

développement durable qui se renforcent mutuellement. L'innovation produira des solutions technologiques pour les communautés mal desservies ; la gouvernance fournira des cadres politiques et institutionnels pour l'action environnementale ; la résilience soutiendra les systèmes et les communautés pour qu'ils s'adaptent aux risques futurs. L'intégration des interventions dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la consolidation de la paix renforcera davantage la résilience aux niveaux national et local, remédiera aux vulnérabilités structurelles et améliorera les systèmes de gouvernance.

III. Administration du programme et gestion des risques

25. Le présent descriptif de programme de pays donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

26. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale pourra être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

27. Le PNUD adoptera une approche intégrée par portefeuille afin d'optimiser la gestion des ressources et de renforcer les synergies. Conformément aux recommandations de l'ICPE, le programme sera adaptatif et allégé, se concentrant sur un petit nombre de résultats tout en répondant aux priorités nationales de développement. Cette approche sera guidée par la politique de gestion globale des risques et la politique d'exécution par portefeuille du PNUD, en mettant l'accent sur la pensée systémique, l'apprentissage continu et l'adaptation. Le programme de pays respectera les normes d'assurance qualité et les garanties du PNUD, garantissant que des dispositifs d'application du principe de responsabilité soient en place.

28. Les principaux risques qui pèsent sur la réalisation des résultats escomptés sont l'instabilité politique, les chocs socioéconomiques et sanitaires, les catastrophes naturelles, les dynamiques géopolitiques, les risques en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG), les conséquences des technologies numériques et émergentes, les réductions de financement, les perspectives de recettes provenant des ressources minérales et pétrolières, et les conflits régionaux. Pour gérer ces risques, le PNUD et ses partenaires feront ce qui suit :

- Tirer parti des cadres régionaux et communiquer avec les autorités nationales et locales pour atténuer les tensions et l'instabilité transfrontalières ;
- Favoriser des mesures politiques énergiques pour atténuer les chocs sociaux, sanitaires et macroéconomiques ;
- Favoriser la résilience et la durabilité grâce à la planification des interventions d'urgence et des mesures de continuité des activités ;
- Renforcer les pratiques ESG et promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données ;

- Procéder à des évaluations et à des estimations régulières des risques afin de contrôler l'impact et d'améliorer la résilience ;
- Diversifier la base de ressources en faisant appel à des donateurs non traditionnels, aux gouvernements, aux IFI, au secteur privé et aux fondations philanthropiques ;
- Tirer parti de l'expertise technique des réseaux régionaux et mondiaux du PNUD, du système des Nations Unies et des VNU, tout en encourageant la CSST pour combler les lacunes en matière de capacités institutionnelles.

29. En collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, le PNUD et ses partenaires déploieront des outils et des solutions innovants, appliqueront une politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation, des atteintes et du harcèlement sexuels, de la fraude et de la corruption, et mettront en œuvre des mécanismes de contrôle solides afin de prévenir et de détecter les irrégularités. Le PCAP-2026-2030 donnera la priorité à l'établissement de partenariats stratégiques et à la diversification des sources de financement.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

30. Le contrôle de l'exécution et l'évaluation se feront conformément au Plan stratégique du PNUD (2022-2025), au Plan-cadre de coopération, aux ODD et au PND-IV. L'approche de la gestion axée sur les résultats, guidée par la théorie du changement et éclairée par l'évaluation indépendante du programme de pays, l'analyse commune de pays et le Plan-cadre de coopération, sera mise en œuvre à l'aide des stratégies et outils de gestion axée sur les résultats du PNUD et des lignes directrices du Programme en matière d'évaluation (2021).

31. Le PNUD mettra en œuvre une stratégie intégrée de contrôle de l'exécution, d'évaluation et d'apprentissage qui favorise l'apprentissage permanent, le partage des connaissances et la responsabilisation. Des outils agiles appuieront la validation des données, le suivi des résultats, le suivi de l'avancement des femmes et les communications. Cette approche s'appuiera sur les plateformes institutionnelles Quantum+ et Quantum pour améliorer la prise de décision basée sur les données et l'efficacité du programme. Le PNUD envisagera le développement d'une plateforme numérique intégrée de contrôle de l'exécution, d'évaluation et d'apprentissage afin de rationaliser les rapports et la responsabilité effective conformément au Cadre de résultats et d'allocation de ressources du programme de pays. La durabilité et les mécanismes de retour d'information s'appuieront sur des outils numériques, des contrôles automatisés de la qualité des données et des initiatives ciblées de renforcement des capacités.

32. Les données proviendront d'institutions nationales telles que le Bureau de statistique de l'Ouganda (UBOS) et du Rapport sur le développement humain. Dans la mesure du possible, les données seront ventilées par sexe, âge, handicap et localisation géographique afin de garantir le respect du principe de ne laisser personne de côté. Le PNUD et ses partenaires fourniront un soutien technique et financier pour renforcer les systèmes nationaux de contrôle de l'exécution et d'évaluation et les systèmes statistiques, ainsi que les institutions de recherche pour une prise de décision fondée sur des données probantes. Cela permettra d'améliorer la couverture, la qualité, la fiabilité, l'exhaustivité et l'actualité des données ventilées.

33. Des examens réguliers et annuels du portefeuille de programmes seront effectués avec les parties prenantes nationales afin de suivre les progrès accomplis par rapport aux résultats prévus et de permettre la mise en place de mesures correctives, le cas échéant. Le PNUD utilisera le système de gestion électronique des

Nations Unies pour le suivi et l'établissement de rapports, tout en consolidant la capacité du Gouvernement à produire et à analyser des données ventilées. Un marqueur de genre permettra de suivre les dépenses du programme et de promouvoir une planification et une budgétisation équitables pour les femmes et les hommes.

34. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds (y compris les microévaluations, les vérifications ponctuelles et les audits) complétera le suivi de routine du programme. Un plan d'évaluation entièrement chiffré guidera les évaluations décentralisées, l'évaluation indépendante du programme de pays et les évaluations dans le cadre du Plan-cadre de coopération, en veillant à ce que les résultats soient exploités aux fins de l'adaptation du programme, de l'apprentissage et de l'éventuelle transposition des résultats à plus grande échelle.

35. Le système de contrôle de l'exécution et d'évaluation favorisera l'intégration avec les systèmes nationaux et permettra une programmation adaptative pour permettre des ajustements quand nécessaire. Le suivi donnera la priorité aux femmes, aux jeunes et aux personnes en situation de handicap, tout en veillant à la durabilité de l'environnement. Le PNUD partagera des exemples de réussite et des témoignages d'impact afin de faire connaître les résultats de cette transformation. Au moins 5 % des budgets-programmes seront alloués au contrôle de l'exécution et à l'évaluation, 1,5 % à la communication et 15 % aux interventions en faveur de l'autonomisation des femmes, l'accent étant mis sur le renforcement des capacités du personnel et des partenaires en matière de gestion axée sur les résultats, de contrôle financier et de gestion des connaissances.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources

National priority or goal: NDP-IV Objectives:
1) Sustainably increase production, productivity, and value addition in agriculture, minerals, oil & gas, tourism, ICT, and financial services.
2) Enhance human capital development along the entire life cycle.
3) Support the private sector to drive growth and create jobs.

Cooperation framework (or equivalent) outcome involving UNDP #2: By 2030, people in Uganda, particularly those at risk of being left behind benefit from gender responsive decent employment, resilient livelihoods, and increased household incomes.

Related strategic plan outcome 1: Structural transformation accelerated, particularly green, inclusive, and digital transitions.

Cooperation Framework outcome indicator(s), baselines, target(s)	Data source and frequency of data collection, and responsibilities	Indicative CP outputs (including indicators, baselines targets)	Major partners / partnerships Frameworks	Estimated cost by outcome (US$)
Indicator.1: Contribution to GDP by key primary growth sector (SDG 8.9.1) **Baseline:** Agriculture-24.7, Tourism-5.5, ICT-1.9, Mining-1.3, Oil & Gas-0, Services-43.1, Industry 24.9, Remittances 3.78 (2024) **Target:** Agriculture -23, Tourism-6.5, ICT-2.2, Mining-1.5., Oil & Gas- 5.5, Services-47.3, Industry:27.2 Remittances 5.8. (2030)	**Source:** UBOS reports/Statistical abstracts **Frequency:** Annual **Responsibility:** UBOS	**Output 2.1: Relevant institutions at the national and sub-national levels develop, implement pro-poor policies and regulatory frameworks that support transition to decent work and creation of livelihood opportunities in targeted high-impact growth areas.** **Indicators:** **2.1.1:** # of policy, regulatory and planning frameworks developed and or implemented to support production and productivity (SDG 12.b.1/IRRF 1.2.2) **Baseline:** 7 (2024), **Target:** 11 (2030) **Source:** Programme performance reports (PPRs), **Frequency**: Annual **2.1.2:** # of MSMEs in targeted value chains that accessed productive assets including finance and markets. **Baseline:** 1000(60% women headed) (2024),	Ministry of Tourism, Wildlife and Antiquities (MTWA); Ministry of Trade, Industry and Cooperatives (MoTIC); Ministry of Energy and Mineral Development (MEMD); Ministry of Finance, Planning and Economic Development (MoFPED). Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries (MAAIF); Ministry of ICT and National Guidance (MoING). Ministry of Education	**Regular resources**: $15,274,000 **Other resources**: $27,091,000

Indicator.2: Proportion of the population living below national poverty line by sex of the H/H, location (urban/rural) (SDG 1.2.1) **Baseline:**16.1% (F- 18.5%, M-15.2%, R-19.4%, U-10.3%) (2024) **Target:**12.8% (F-13.8%, M-12.3%, R-14.8%, U-7.4% (2030) **Indicator**: 3. Unemployment rate (SDG 8.5.2) disaggregated by sex, disability, age, location). **Baseline** (2023): 11.9% (women: 14.1%, Men: 10.4%, youth:16.5%,13.5%(M),20.5% (F) rural: 11.4%, urban: 12.8%) **Target** (2030): National:8.1%, youth: 12.9%, **Indicator: 4.** GDP Per Capita **Baseline:** USD 1.154 (2023/24) **Target:** USD 2,942 (2029/30).	**Source:** Uganda National Household Survey **Frequency:** Annual **Responsibility:** UBOS **Source:** UBOS, UNHS/Statistical abstracts **Frequency:** Annual **Responsibility:** UBOS **Source:** UBOS, Statistical abstracts **Frequency:** Annual **Responsibility:** UBOS	**Target:** 10,000 (60% women headed) (2030) **Source: PPRs; Frequency:** Annual **Output 2.2: People, especially those at risk of being left behind and MSMEs have relevant market driven skills and engage in green and sustainable livelihoods.** **Indicators:** **2.2.1:** # of new decent jobs generated with UN support disaggregated by sex, age, disability (SDG 8.9.2/NDP-IV), **Baseline:** 26,164 (M-12,820, F-13,605) (2024), **Target:** 100,000 (M-45,000, F-55,000) (2030) **Source**: PPRs, **Frequency:** Annual **2.2.2:** # of MSMEs targeting women and youth supported to start-up, formalize, survive in green and sustainable economy. **Baseline**: 1000 (2024). **Target:** 10,000 (2030). **Source:** PPRs, **Frequency:** Annual **Output 2.3: Targeted State and non-state actors are able to effectively utilize innovation, trade, digitalization, and technology in service delivery (including resilient health services) to support sustainable development.** **Indicators:** **2.3.1:** # of target people benefitting from digital solutions, technologies and services including trade (disaggregated by sex, age, location) with UN support. (IRRF E.1.3/SDG 6.1.1) **Baseline** (2024):0, **Target** (2030): 26,000 (a) M: 7,800; F: 18,200; (b) Youth: 15,000; (c) Rural:12,000; Urban: 14,000 **Source:** Programme progress report, **Frequency**: Annual	and Sports (MoES); Office of the President (OoP); Ministry of Health (MoH); Uganda AIDS Commission (UAC); LGs, IFIs, Universities, Research institutions/ Private Sector/ OPM/NPA/UBOS/MOFPED/BOU/MDAs/ CSOs/ Research institutions/EOC/ Master-card foundation	

		2.3.2: # of target institutions (Public and private) utilizing digital/emerging solutions for improved service delivery with UN support (SDG E1.2) **Baseline**: Public: 17; Private:0 (2024). **Target:** Public: 25; private: 1200 (2030) **Source**: PPRs **Frequency**: Annual **2.3.3:** Number of functional innovation hubs/digital Incubators established and operationalized with UN support (SDG E 2.2). **Baseline** (2024): 5, **Target:** 10 (2030). **Source**: PPRs. **Frequency**: Annual **2.3.4:** Number of people (disaggregated by sex, age, and vulnerability status) accessing health, social and protection services[13] with UN support (IRRF 1.2.1/SDG 1.3.1) **Baseline:** 10,137(4083F/ 4054M/2000youth (2024). **Target:** 20,000(11,000F/ 6000M/3000Youth (2030). **Source**: PPRs, **Frequency**: Annual		
National priority or goal: NDP-IV Objectives 1, 3, 4 iv) Build and maintain strategic sustainable infrastructure in transport, housing, energy, water, industry, and ICT				
Cooperation framework (or equivalent) outcome involving UNDP # 4: By 2030, Uganda's natural resources and environment are more sustainable, and people and communities are climate resilient benefiting from gender responsive inclusive green growth.				
Related strategic plan outcome 3: Building resilience: Prevent, mitigate, and respond to crisis, conflict, natural disasters, climate, and social and economic shocks				
Cooperation Framework outcome indicator(s), baselines, target(s)	**Data source and frequency of data collection, and responsibilities**	**Indicative CP outputs (including indicators, baselines targets)**	**Major partners / partnerships frameworks**	**Estimated cost by outcome (US$)**
Indicator:1. Proportion of terrestrial, inland water and wetlands conserved for biodiversity and	**Source:** Programme review reports **Frequency:** Annual **Responsibility:** MoWE	**Output 3.1: Targeted institutions and communities are able to protect, restore and sustainably use and manage terrestrial and aquatic ecosystems.**	NFA/MoWE/NEMA/ MAAIF/MDAs/CSOs/ CBOs/UNOs/Private-Sector/LGs/Academia/ Austria Development agency/	**Regular resources**: $15,005,000 **Other resources**: $46,401,000

[13] Prevention, Control and Treatment Response Services for Communicable and NDCs.

ecosystem services (disaggregated by forest cover and wetlands cover) (SDG 15.1.1,15.1.2) **Baseline** Forest cover, 13.3% (2024); Wetland-cover 9.3% (2024) **Target** Forest cover, 18%; Wetlands cover, 10.2%		**Indicators:** **3.1.1. Area** (Hectares) of degraded forest and wetland under sustainable management and restoration with UN support. (SDG 15.2/3/IRRF4.1.2): **Baseline (**2024) a) Forest area under sustainable management [1,265,741ha] b) Wetland Area under restoration [55,000Ha] **Targe**t (2030) Forest area under sustainable management [2,760,000 ha], Wetland Area under restoration [4000 ha] **Source**: PPRs, **Frequency:** Annual **3.1.2**: Number of people (disaggregated by sex, age, persons with disabilities, location) benefiting from initiatives, with UN's support to protect nature and promote sustainable use of resources (SDG12.3/IRRF4.1.1). **Baseline:** 376,652 [183,053M/193,000F/persons with disabilitiess-599]-60% youth/Rural (2024), **Target** 500,000 [276,850M/283,150F/persons with disabilities-5000] 60% youth/Rural (2030) **Source**: PPRs, **Frequency**: Annual	GCF/IBSA/GEF	
Indicator.2: Proportion of population with access to reliable electricity and modern cooking energy disaggregated by sex and rural/urban. (SDG7.1.1/2)	**Source:** Programme review reports **Frequency:** Annually **Responsibility:** MEMD			
Baseline Access to electricity, 58% (M-57.3/ F-58.6); Clean energy used for cooking 3.8% (Rural-1.9/Urban-6.5) (2024), **Target** Access to electricity, 65% (M-63.6/ F-65); Clean energy used for cooking, 10% (Rural-4/ Urban-12) % (2030)		**Output 3.2: Targeted institutions and communities especially those at risk of being left behind have improved access to renewable, reliable, and affordable energy, and utilize sustainable waste management systems, including in the extractives sector.** **Indicators:** **3.2.1:** Number of people (Disaggregated by sex, age, region) and institutions who gained benefitted from clean, affordable, and sustainable energy with UN's support (SDG 7.3/IRRF5.1.1): **Baseline:**20,000(12,000F/8000M)60% youth/60%rural/24 institutions (2024), **Target:** 50,000(30,000F/20,000M) 60% youth/60% rural/36 institutions (2030),		

Indicator.3: Per centage of target national institutions and local governments that integrated and adopted climate-mitigation, adaptation, and early warning strategies in their development frameworks (SDG11b). **Baseline** MDAs-85%, LGs-89 (2024) **Target** MDAs-95%, LGs-95% (2030)	**Source:** Programme review reports **Frequency:** Annually **Responsibility:** MoLG/MoWE	**Source:** PPRs, **Frequency**: Annual **3.2.2**: Number of green innovative financing tools/ mechanisms developed and implemented with UN support: **Baseline** 0 (2024), **Target** 5 (2030), **Source**: PPRs, **Frequency:** Annual **3.2.3.**: Tonnage of waste diverted from target landfills through (recycling, composting, energy generation, conversion to usable products, treatment, etc. to benefit all) with UN support (SDG 12.2). **Baseline** 0 (2024), **Target:** 990,000 tonnes (2030) **Source**: PPRs **Frequency:** Annual		
		Output 3.3: Targeted institutions and communities are strengthened for increased productivity and resilience in select primary growth sectors are enabled to mitigate and adapt to climate change and disaster risks. **Indicators:** **3.3.1.** Number of financial resources mobilized and utilized for climate action and disaster risk reduction, **Baseline:** $14.5 million (2024), **Target** $25 million (2030), **Source**: PPRs, **Frequency:** Annual **3.3.2.** # of men and women who use climate information services and products including early warning information, **Baseline:** 390,364 (M- 175,524, F- 214,840) (2024) **Target:** 500,364 (M- 230,000, F-270,364) (2024); **Source:** PPRs; **Frequency**: Annual		

		3.3.3. Extent to which an integrated climate information and disaster early warning system is functional- scale 1. does not, 2. partially, 3. Fully (SDG 1.5.3) **Baseline:** Partially (2024). **Target**: Fully. **Source**: PPRs; **Frequency**: Annual		
National priority or goal: NDP-IV Objectives 2, 5 v) Strengthen good governance, security, and the role of the state in development.				
Cooperation framework (or equivalent) outcome involving UNDP #5: By 2030, people, especially those at risk of being left behind, benefit from transformative governance that fosters gender equality, equitable access to justice, and upholds human rights, sustainable peace, and development.				
Related strategic plan outcome 2: Leaving no-one behind: a rights-based approach centred on human empowerment, agency, and development, among others.				
Cooperation Framework outcome indicator(s), baselines, target(s)	**Data source and frequency of data collection, and responsibilities**	**Indicative CP outputs (including indicators, baselines targets)**	**Major partners / partnerships frameworks**	**Estimated cost by outcome (US$)**
Indicator. 1: Level of public trust in the justice system disaggregated by sex and age: **Baseline:** 70.8(M-69.7/ F-71.4) (2023/24) **Target**: 73.8(M-73.4/ F-74.2) (2029/30) **Indicator.**2: Level of public satisfaction with service delivery **Baseline:** 60(M-59/F-61) (2024), **Target:** 68.3(M-67.4/F-69.3) (2030)	**Source:** JLOS Report **Frequency:** Annual **Responsibility:** JLOS **Source:** UBOS surveys/statistical abstracts **Frequency:** Annual **Responsibility:** UBOS	**Output 4.1: Capacity of state and non-state partners strengthened to develop and implement targeted people centred policies and legal frameworks, integrated planning, SDGs financing & data management, for accountable governance and sustainable development.** **Indicators:** **4.1.1**: Number of targeted legal frameworks, regulations, people centred policies, strategies and guidelines developed, reviewed, and implemented with UN support for service delivery (IRRF 2.4.5) **Baseline:** 14(2024), **Target** 19(2030), **Source**: JLOS/UPF Report, **Frequency:** Annual	Justice, law, and order sector (JLOS)/Uganda Police Force (UPF)/OPM/NPA/ UBOS/Equal Opportunities Commission (EOC)/LGs/Ministries, Departments and Agencies (MDAs)/MoLG/MoKA//MOH/Parliament/ OoP/ CSOs/Private sector/MoJCA/UNO /MoGLSD, Judiciary/MoJCA /KOICA/EU/	**Regular resources**: $13,392,000 **Other resources**: $19,000,000

Indicator 3: Global peace index (scale of 1-5) **Baseline:** 2.48 (2024) **Target**: 2.76(2030)	**Source:** Global data /Institute for Economics & Peace **Frequency:** Annual **Responsibility:** NPA	**4.1.2** Volume of additional resources (in USD) leveraged through public and private financing for the SDGs with UN support (SDG 17.17.1/IRRF E.3.1). **Baseline:** Private-$6.2 million/Public-$21.4 million (2024) **Target:** Private-$10 million/Public-$30 million (2030) **Source:** PPRs **Frequency:** Annual **4.1.3:** Extent to which an online M&E System assesses and reports on the status of NDP implementation providing disaggregated data to monitor progress towards the SDGs (IRRF 1.1.3) (Scale: **1** = 1-25; **2**=26-50; **3**=51-75; **4**. =76-100) % **Baseline:** 2 (2023/24), **Target:** 4 (2029/30) **Source:** NPA Report. **Frequency:** Annual **4.1.4**: % alignment of annual budgets to NDP-IV. (Disaggregated by National, programmes, MDAs, and local governments) SDGs 17.2, **Baseline**: National-71% MDAs-73.3% programmes-70.7% and local governments-70.8% (2023/24), **Target**: National-80%, MDAs-82% programmes-80% and local governments-75% (2029/30) **Source**: Certificate of compliance report by NPA **Frequency:** Annual	Sweden/multi-partner trust funds/Mitigation Action Facility (MAF)	
Indicator 4. Governance index: **Baseline** 49.1(2024), **Target** 60 (2030) Indicator 5: Crime rate per 100,000 persons. Baseline: 476 (2024) Target: 355 (2030).	**Source**: Mo Ibrahim Report **Frequency**: Annual **Responsibility**: NPA Source: Uganda Police Force (UPF) Crime Report. Frequency: Annual	**Output 4.2: Capacity of communities and people especially those at risk of being left behind, state and other non-state actors strengthened to effectively participate in decentralization, promote volunteerism, anti-corruption and people centred governance.** **Indicators:** **4.2.1**: Number of partnerships/initiatives with target CSOs to advance people centred, anti-corruption, volunteerism, and participatory governance practices with UN support (SDG16.4/IRRF 2.1.1/6.2.2).		

	Responsibility: UPF	**Baseline:** 6(2024), **Target**: 10(2030) **Source:** PPRs, **Frequency:** Annual **4.2**.2: % of LGs showing improvement in the annual performance assessment (LGPA), **Baseline** 59.7% (2024), **Target** 65% (2030), **Source:** MoLG/OPM performance assessment report, **Frequency:** Annual **4.2.3.** Number of beneficiaries of initiatives/programmes that equip youth, women and at-risk communities with skills and knowledge to participate in effective governance systems. **Baseline** (2024): 0 women; 0 men; 0 youth; 0 persons with disabilities. **Target:** 1000 women; 700 men; 2000 youth; 500 persons with disabilities. **Source**: PPRs **Frequency:** Annual		
		Output 4.3: Targeted Institutions and mechanisms for security, safety, social cohesion, and rule of law effectively deliver services especially for those at risk of being left behind. **Indicators:** **4.3.1**: Number of people (sex disaggregated) who are internally displaced, migrants, refugees, and host communities (Id, Mi, Rf, Hc) or affected populations, benefiting from integrated and targeted interventions for peaceful co-existence/social cohesion with UN support (IRRF 3.4.2): **Baseline** 7200 (4320 F/2880M) Id-1500, Mi-400, Rf-3500, Hc-1800(2024), **Target** 20,000(12,000F/8000M) (Id-2500, Mi-1500, Rf-,10000, Hc-6,000) (2030), **Source**: PPRs. **Frequency:** Annual	JLOS, MDAs, CSOs, LGs, Faith-based/community-based Institutions etc. OPM/NPA/UBOS/MOFPED/ BOU/MDAs/CSOs/ Academia/ Research institutions/EOC/ MoTIC, MoING,	

		4.3.2: Number of people (disaggregated) who have access to justice with UN support (IRRF2.3.3/SDG16.6), **Baseline** 147,497(88,014M/37,198F/1586Youth/158 persons with disabilities (2024), **Target**:165,000-(99000M/66,000F/Youth 42000/persons with disabilities-1500 (2030), **Source**: Programme /JLOS Reports, **Frequency:** Annual **4.3.3:** % of backlog cases, **Baseline:** 27.23% (2023/24), **Target:** 10% (2029/30), Source: JLOS Report, **Frequency:** Annual		